

# Hébergement de migrant.e.s en Wallonie picarde : l'impact du coronavirus !

« **O**n ne peut pas accueillir toute la misère du monde et bla bla bla » ... Cette vieille rengaine rocardienne travaillée à la sauce « désertion » est le grand classique du répertoire politique lorsque l'on milite pour un accueil digne des personnes étrangères en Belgique. Il a pourtant fallu passer outre pour obtenir des mesures politiques permettant aux migrant.e.s en transit en Wallonie picarde de se confiner en cette période de coronavirus. Le combat fut long, âpre et, surtout, il continue.

La migration et l'accueil des personnes étrangères sont des thématiques dans lesquelles le CIEP Wapi s'investit considérablement, notamment à Mouscron, avec le *Réseau Mouscron Terre d'accueil* et à Tournai avec la *Plateforme pour l'Interculturalité à Tournai (PIT)*. Créé en 2015 suite à l'ouverture du centre d'accueil pour demandeur.euse.s d'asile *Le Refuge*, ce réseau de citoyen.ne.s et d'associations favorise le vivre ensemble, l'accueil, et l'intégration de la personne étrangère à Mouscron ; il joue aussi un rôle d'information et de plaidoyer politique en lien avec l'actualité du droit des étranger.ère.s et du droit d'asile.

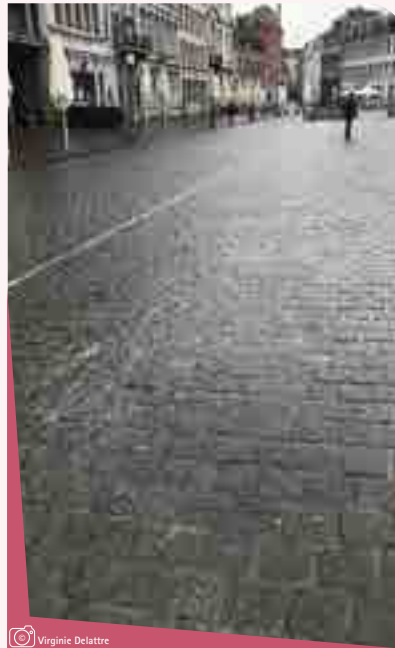
## De l'indignation de terrain à une action politique

À Tournai, le CIEP occupe la co-présidence de la *PIT*. Composée d'associations de tout bord (tant du pilier chrétien que socialiste) et de citoyen.ne.s, cette asbl est reconnue par la Région wal-

lonne en tant qu'Initiative locale d'intégration (ILI). Elle organise des événements culturels favorisant la rencontre des populations locales et des personnes étrangères ou d'origine étrangère, elle propose des formations citoyennes dans le cadre du parcours d'intégration, des permanences sociales et juridiques. Enfin et surtout, la *PIT* s'adonne à l'interpellation et au plaidoyer politique, car si les initiatives individuelles et citoyennes sont importantes, voire parfois essentielles, la question de l'interculturalité est avant tout un projet de société qui doit être porté et défendu par les responsables politiques. À l'heure où les interrogations liées à la « démocratie directe » et à la « gestion horizontale » de la question sociale sont à la mode, la *PIT* démontre l'importance de se structurer et de s'organiser en tant que corps intermédiaire pour faire la jonction entre le terrain et les sphères politiques décisionnelles.

La mission du CIEP Wapi (en partenariat avec les *Femmes prévoyantes socialistes FPS* et *Lire & Ecrire*) est de colorer d'une teinte « éducation permanente » les initiatives de la *PIT* et du *Réseau Mouscron Terre d'accueil*. Ainsi, les actions et activités, tant à Mouscron qu'à Tournai, sont imaginées, conçues et réalisées avec des citoyen.ne.s, mais surtout, elles viennent en aval de constats de terrain et d'une réflexion collective sur les solutions pour pallier auxdits constats. Le travail mené par le CIEP pour l'ouverture de lieux de confinement pour migrant.e.s en transit en Wallonie picarde illustre bien cette démarche qui consiste à transformer une indignation de terrain en une action politique concrète.

En juin 2018, la *PIT* interpelle par voie de presse la Ville de Tournai pour voter la motion « *Commune hospitalière* » du CNCD 11.11.11. et s'engager ainsi à améliorer l'accueil et le séjour des migrant.e.s dans le respect des droits humains. Il faudra attendre octobre 2018 et l'avènement de la majorité communale PS/Ecolo pour que le vote de cette motion apparaisse dans la déclaration de politique communale. L'Échevine de la Solidarité internationale, Coralie Ladavid (Ecolo), met en place un groupe de travail avec des acteur.rice.s de terrain (dont la *PIT*) pour concrétiser les prescrits de *Commune hospitalière*. La *PIT* dispose alors d'un lieu officiel et spécifique où transformer ses revendications en actions politiques. Parallèlement, depuis janvier 2020, la *PIT* soutient un groupe de bénévoles mobilisés dans l'organisation d'une aide humanitaire d'urgence apportée aux personnes migrantes en transit qui séjournent temporairement en Wallonie picarde, notamment le long de l'axe autoroutier. Sur la route vers l'Angleterre, cet Eldorado fantasmé, des personnes originaires de pays en crise et/ou en guerre (Érythrée, Éthiopie, etc) transitent et se retrouvent dans des situations particulièrement difficiles, voire inhumaines : privées de nourriture et de logement, (sur)vivant dans des conditions d'hygiène déplorable, sans recours aux soins de santé, ... Face à cette situation, une trentaine de bénévoles se sont investi.e.s dans la récolte et la distribution de denrées alimentaires de première nécessité, la recherche d'un local permettant de les abriter au moins quelques heures par jour, leur donnant l'opportunité d'accéder à des installations sanitaires et à un espace chauffé. Dans l'urgence, la *Maison Internationale de Tournai* ouvre ses portes pour accueillir cette initiative citoyenne, malgré l'inadaptation des lieux et l'empiètement sur leurs activités.



### Mise en place d'un lieu de répit pour migrant.e.s en transit

Face à la lourdeur de la tâche et sous la pression d'un hiver mordant, ce groupe de bénévoles se tourne vers la *PIT* pour rechercher et mettre en place un lieu de répit. La mission est risquée car la frontière entre aide humanitaire et traite d'êtres humains est parfois ténue. De plus, il faut s'assurer du soutien des autorités locales pour éviter de transformer ce lieu en une souricière propice à une rafle de migrant.e.s en situation irrégulière. En collaboration avec les bénévoles, la *PIT* diagnostique les besoins du terrain et les services à développer pour assurer un minimum de dignité aux bénéficiaires. Il ne s'agit pas uniquement de besoins primaires (nourriture, chauffage, soins médicaux...), ces personnes n'ont aucune connaissance de leurs droits en Belgique alors que, notamment pour les Érythréen.ne.s, le taux de réponse positive aux demandes d'asile est proche des 90% en Belgique. L'objectif de la

*PIT* est aussi de les informer par le biais de permanences sociales et juridiques afin qu'ils puissent poser un choix libre et éclairé. Le plaidoyer politique de la *PIT* s'articule autour de la transmission des informations juridiques, avec l'avantage de potentiellement couper l'herbe sous le pied des réseaux criminels de passeurs et de rassurer la classe politique sur le fond de notre action : un.e demandeur.euse d'asile de plus, c'est une personne en moins sur les parkings. Ce plaidoyer pour un lieu de répit est porté par la *PIT*

au sein du groupe de travail « *Commune hospitalière* » de la Ville de Tournai afin d'obtenir des garanties quant au fait que rien ne sera fait pour arrêter les bénéficiaires du lieu et un soutien logistique (lieu et personnel mis à disposition).

Face au caractère régional de la problématique, l'Échevine de la Solidarité internationale de Tournai invite la *PIT* à participer à la commission « *Migrants en transit* » de la Conférence des Bourgmestres de Wallonie picarde. Cette commission se réunit fin janvier et rassemble plusieurs bourgmestres de la région ainsi que des représentant.e.s des CPAS, des forces de police et de l'associatif actif en la matière. Globalement, les propositions de la *PIT* pour l'ouverture d'un lieu de répit sont acceptées, car elles proposent des solutions concrètes pour lutter contre la criminalité liée aux réseaux de passeurs. Mais à l'heure de passer à l'acte, les bourgmestres se montrent frileux à l'idée d'ouvrir un lieu de répit dans leur commune. Le « *Not In My Backyard* » est

de mise et chacun.e préfère botter en touche à la manière d'un libéro pris de panique dans son grand rectangle.

Plusieurs réunions ont lieu en janvier et février sans qu'aucune solution ne voie le jour. Malgré les propos rassurants du procureur du Roi sur la légalité de pareille initiative, les débats tirent en longueur. Les tentatives de trouver un lieu du côté du privé se soldent également par des échecs. Les propriétaires privés se révèlent également d'habiles pongistes, prompt.e.s à renvoyer la balle aux autorités publiques. À ce stade, seule la Province du Hainaut assure la *PIT* de son soutien. Et si aucun local n'est disponible ou adéquat pour accueillir un tel lieu de répit, le Président du Collège provincial Serge Hustache (PS) s'engage à payer le loyer d'un lieu privé. Mais ledit lieu reste difficile à trouver tant chez les privés que du côté du public. Le plaidoyer reste donc au point mort.

### Crise sanitaire et confinement pour les migrant.e.s en transit

Mi-mars, la crise sanitaire du coronavirus et l'obligation de confinement changent la donne. Pour les migrant.e.s en transit, il est beaucoup plus difficile d'entrer en confinement vu qu'ils sont sans-abris. En concertation avec le *Relais Social Urbain* de Tournai, un nouveau diagnostic met en évidence la nécessité de réclamer l'ouverture de petits hébergements et d'un centre mé-

dical pour que toutes les personnes sans-abris atteintes par le virus puissent être isolées pendant leur guérison. Ce diagnostic est transmis à la Conférence des Bourgmestres de Wallonie picarde et sous la pression des acteur.rice.s de terrain (dont la *PIT*), une réunion d'urgence est décidée autour de l'ouverture d'hébergement de confinement dans la région. L'ouverture de ce type d'hébergement est réalisée à des degrés d'implication variables : certain.e.s mettent à disposition des lieux là où d'autres se contentent de donner leur autorisation. Cette réunion a surtout permis une prise de conscience des bourgmestres de leur responsabilité par rapport au confinement de la population présente sur leur territoire. En effet, le gouvernement Wilmès a confié cette responsabilité aux gouverneur.e.s de province qui se sont tournés vers les communes. Un consensus est alors trouvé avec le politique. La *PIT* et ses bénévoles participent, dans un premier temps, à la gestion

d'hébergements collectifs pour migrant.e.s en transit à Enghien, Ath et Péruwelz. Un centre médical pour sans-abris atteints par le Covid-19 est ouvert par la *Croix-Rouge* avec l'accord de la Ville de Tournai.

À l'heure du déconfinement, certains lieux d'hébergement commencent à se vider. La *PIT* reprend donc son plaidoyer pour l'ouverture d'espaces de répit en s'appuyant sur les expériences réussies dans ces différents lieux de confinement. Cette expérience a permis à la *PIT* (et donc au CIEP) de s'imposer comme un acteur crédible et légitime aux yeux des dirigeant.e.s politiques locales mais également aux yeux d'acteur.rice.s privé.e.s d'envergure, comme la *Croix-Rouge*. Et si un acteur comme la *PIT* est crédible et légitime, c'est parce que son diagnostic repose sur des constats de terrain relayés, via des méthodologies d'éducation permanente, par des citoyen.ne.s engagé.e.s auprès des sans-papier.ère.s. ●